

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lannion Trégor Communauté

1 rue Monge
CS 10761
22300 Lannion

Références : 2025.372
Code AIOT : 0005518521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement Lannion Trégor Communauté implanté Parc Pichauron ZA Buhulien 22300 Lannion. L'inspection a été annoncée le 31/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées. La dernière inspection a été réalisée en 2018.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lannion Trégor Communauté

- Parc Pichauron ZA Buhulien 22300 Lannion
- Code AIOT : 0005518521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de l'Objeterie de Lannion est une déchetterie autorisée au titre de la rubrique 2710 par arrêté préfectoral du 10 juillet 2017. Le site comprend également une installation de broyage de déchets verts (rubrique 2791) et un dépôt de bois en déclaration (rubrique 1532).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Distances pour stockage de déchets verts	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	Demande d'action corrective	15 jours
10	Stockage de bois broyé rubrique 1532	Arrêté Préfectoral du 13/11/2017, article 9.3.2.1	Demande d'action corrective	15 jours
11	TYPES D'EFFLUENTS [...] ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU	Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 4.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des volumes autorisés	Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 1.2.1	Sans objet
2	Cloûture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Sans objet
4	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Sans objet
5	Collecte des	Arrêté Ministériel du 26/03/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	eaux pluviales.	article 32	
6	Locaux d'entreposage	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.2.	Sans objet
7	Ventilation	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.	Sans objet
8	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.6.	Sans objet
9	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.7.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence des écarts importants sur trois points principaux :

- **Déchets verts** : la hauteur des stocks doit être maintenue à moins de 2 mètres ;
- **Bois broyé** : les stocks sont situés à moins d'un mètre de la toiture, nécessitant une réduction immédiate du stock et la mise en place d'actions correctives pérennes pour réduire le risque incendie ;
- **Eaux résiduaires** : En 2024 certains paramètres restent supérieures aux valeurs limites malgré les actions prises. Il est donc attendu la mise en place d'un plan d'actions sur cette thématique afin d'identifier les causes et de revenir à la conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des volumes autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Rubrique 2710-1.a (collecte de déchets dangereux – 31,4 t simultanées)
Constats : Un contrôle visuel a été réalisé, les factures et les registres de suivi ont été présentés lors de l'inspection. Le bilan annuel 2024 transmis par l'exploitant indique un total de 55,1 tonnes de déchets dangereux collectés sur le site. Ces tonnages incluent notamment les acides minéraux, bases minérales, solvants, peintures, produits non identifiés, phytosanitaires, aérosols, filtres à huile, emballages souillés, comburants et médicaments périmés. La répartition est la suivante : - Filière EcoDDS : 37,53 t - Filière Triadis : 17,57 t Le total annuel de 55,1 t demeure conforme aux exigences de la rubrique 2710-1-a (< 100 t/an). Le volume est également conforme au seuil fixé par l'arrêté, soit 31,4 tonnes simultanées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : Un contrôle visuel a été réalisé lors de l'inspection. L'installation est entièrement close et dispose d'un portique d'accès régulant l'entrée sur le site. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture, lesquelles sont affichées à l'entrée principale. Cette organisation est conforme aux prescriptions relatives à la sécurité et au contrôle de l'accès des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Distances pour stockage de déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Prescription contrôlée : Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.
Constats : Un contrôle visuel a révélé que les zones d'entreposage sont entourées de murs banchés, avec une distance de 10 mètres à la limite de propriété, en conformité avec l'article 9.3.4 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2017. Néanmoins, la hauteur des stockages dépasse les 2 mètres. Cette configuration ne respecte pas la hauteur de stockage maximale prévu par l'article 9.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2017.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter la limite réglementaire de hauteur de stockage à 2 mètres en vigueur. De plus, il doit mettre en place et maintenir une organisation lui permettant de respecter des conditions de stockages conformes à la réglementation et limitant les risques (hauteur, traçabilité, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont conformes aux prescriptions réglementaires et opérationnelles. Ils permettent notamment de respecter l' *ARTICLE 8.6.3. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE* de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2017, stipulant un des besoins en eau du site, destiné à l'extinction, devant atteindre un total de 600 mètres.

<p>L'inspection a permis de constater que l'installation dispose de deux poches d'eau de 300 m³, accessibles en toutes circonstances, et d'extincteurs et RIA répartis à l'intérieur et sur les aires extérieures. Un sondage réalisé lors de l'inspection a confirmé la conformité de l'extincteur n°73 et du RIA n°6.</p> <p>Le moyen d'alerte, téléphone, est disponible et fonctionnel. Le plan des locaux détachable, décrivant les dangers pour chaque zone, est également présent pour faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Collecte des eaux pluviales.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux potentiellement polluées sont séparés. Les eaux pluviales non souillées sont utilisées pour le lavage, tandis que les eaux susceptibles d'être polluées sont collectées via un réseau spécifique et traitées par deux débourbeurs, vidangés au moins deux fois par an par SARP Ouest.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Locaux d'entreposage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.</p>

Constats : Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés et abrités des intempéries, conformément aux prescriptions applicables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.
Constats : Les locaux de stockage des déchets dangereux sont correctement ventilés (ventilation mécanique).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Retention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.
Constats : Les sols des aires et locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses sont étanches, et équipés pour recueillir les eaux de lavage et produits répandus accidentellement. Néanmoins, le bac de réception des huiles de vidange usagées présente de nombreuses trace de coulure jusqu'au niveau du sol bétonné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit améliorer la collecte des huiles de vidange afin d'éviter les coulures (ajouts d'une rétention, etc.).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.7.

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Tout stockage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux substances qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Constats :

Le stockage des produits dangereux est conforme aux prescriptions réglementaires. L'inspection a permis de constater que les produits dangereux liquides sont stockés sur des cuvettes de rétention. Les produits incompatibles ne sont pas associés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Stockage de bois broyé rubrique 1532

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2017, article 9.3.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage couvert

Prescription contrôlée :

Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe. [...]

Constats :

Un contrôle visuel a été réalisé lors de l'inspection. Il a été constaté que le stockage de bois broyé atteint la charpente, ne respectant pas la distance minimale d'un mètre exigée entre le sommet des stockages et la toiture ou la charpente.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter les prescriptions de son arrêté et réduire les hauteurs de stockage afin de rétablir la distance réglementaire minimale.

De plus, il doit mettre en place et maintenir une organisation lui permettant de respecter des

conditions de stockages conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : TYPES D'EFFLUENTS [...] ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2017, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] 4.3.7.2. Aménagement des points de prélèvement</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs, à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement, qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p> <p>[...]</p> <p>ARTICLE 4.3.8. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS</p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de matières flottantes, • de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, • de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Température : < 30° C • pH: compris entre 5,5 et 8,5 • Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l <p>[...]</p> <p>Article 4.3.10.2 - Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (aires de stockage, parking VL...)</p> <p>*« Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.6).</p> <p>Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p> <p>Les mesures seront effectuées à la sortie, après le dispositif de traitement interne (déboureur-séparateur d'hydrocarbures...), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable au mélange avec d'autres effluents. La quantité d'eau rejetée est évaluée au moins une fois par an.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :</p>

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)
MES	35
DCO	125
DBO ₅	30
Hydrocarbures-Totaux	10
Indices phénols	0,3
Chrome hexavalent	0,1
Cyanures totaux	0,1
AOX	1
Arsenic	0,05
Métaux totaux (Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Hg, Ni, Pb, Sn, Zn)	15

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration moyenne journalière. »

Article 4.3.10.3 - Eaux polluées (eaux de lavage des véhicules, eaux issues des activités des bâtiments A, B et C)

*« Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.6). Pour les rejets dans le réseau d'eaux usées collectif, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.

Tout rejet d'eau polluée dans le réseau collectif est subordonné à l'obtention d'une autorisation de déversement délivrée par la collectivité en charge des réseaux et de la station d'épuration collective. Cette autorisation de déversement est transmise par l'exploitant au Préfet.

Les mesures seront effectuées à la sortie après le dispositif de traitement interne (déboureur-séparateur d'hydrocarbures...), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. La quantité d'eau rejetée est évaluée au moins une fois par an.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'eaux usées collectifs, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)
MES	[Valeur définie par l'autorisation de déversement dans le réseau de collecte de la STEP]

DCO	idem
DBO ₅	idem
Hydrocarbures-Totaux	idem
Indices phénols	idem
Chrome hexavalent	idem
Cyanures totaux	idem
Arsenic	idem
Métaux totaux (Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Hg, Ni, Pb, Sn, Zn)	idem

En cas de dépassement des valeurs limites de rejets, les effluents sont éliminés vers les filières de traitement des déchets appropriées, conformément au titre 5 du présent arrêté. [...]

Constats :

Post-inspection l'exploitant a transmis les bilans des analyses de la qualité des eaux de rejets 2023 et 2024.

L'examen de ces bilans 2023 et 2024 met en évidence une amélioration générale des paramètres de rejet.

- **2023** : Les points 3 et 4 présentent des dépassements, dont certains dépassent significativement les seuils réglementaires (couleur : 120 mg/L Pt > 100 au point 3 ; couleur : 220 mg/L Pt > 100 ; ST-DCO : 1170 mg/L > 250 mg/L ; MEST : 450 mg/L > 70 mg/L et METAUX TOTAUX mg/l 93,07 > 30 au point 4).
- **2024** : Les points 1 et 3 présentent des dépassements (MEST : 120 mg/L > 70 mg/L au Point 1 ; couleur : 250 mg/L Pt > 100 et ST-DCO : 258 mg/L O₂ > 250 au Point 3), mais les valeurs sont nettement réduites par rapport à 2023, témoignant d'un meilleur fonctionnement des systèmes de traitement et d'un suivi renforcé.

Ces eaux polluées sont envoyées dans le réseau de collecte de la STEP. L'exploitant doit cependant respecter strictement les valeurs limites d'émission (VLE) fixées et maintenir le suivi annuel des rejets afin de prévenir tout dépassement futur.

La tendance observée entre 2023 et 2024 montre une amélioration de la qualité des rejets, mais certains paramètres restent supérieurs aux seuils réglementaires.

Enfin, l'analyse des bilans interroge quant au respect de la prescription "4.3.7.2. Aménagement des points de prélèvement", en effet une part des prélèvements semble avoir été effectuée directement dans les débourbeurs et non aux points de prélèvement prévu par l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant doit contrôler régulièrement les débourbeurs et systèmes de décantation, et assurer la conformité permanente avec les VLE réglementaires.
- L'exploitant doit poursuivre les mesures correctives et investiguer les causes de ses dépassements.
- L'exploitant doit maintenir l'accessibilité des points de prélèvements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois